#### Julien COUARD

Né à Marseille le 4 juin 1977, de nationalité française.

Mas des Ravau, Chemin des Ravau, 13 400 AUBAGNE

Tél: 04 42 03 77 73 – 06 75 50 21 20

Courriels: jcouard@yahoo.fr/julien.couard@univ-tln.fr

### FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- ❖ Maître de conférences à l'Université de Toulon.
- Président de la section de Droit privé.
- ❖ Membre du Conseil d'administration de la Faculté de Droit.
- ❖ Co-directeur du Master 2 Droit des affaires, parcours « Contrat et entreprise ».
- \* Responsable de la mention « Master Droit des affaires ».
- ❖ Membre du Centre de Droit et de Politique comparés (CDPC [UMR CNRS 7318 DICE]).
- ❖ Co-directeur du Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires (DESU) d'éthique économique et des affaires de la Faculté de Droit d'Aix-Marseille.
- Co-directeur des études de l'Institut Portalis de la Faculté de Droit d'Aix-Marseille.
- Membre du Conseil Académique du Collège Juridique Franco-Roumain d'Etudes Européennes.
- ❖ Membre du Conseil scientifique de la Chaire de droit de l'arbitrage de l'ALECSO (Organisation du monde arabe pour l'éducation, la culture et la science), Tunis.
- Chargé de cours à l'Université d'Aix-Marseille.
- Chargé de cours au Centre universitaire de Mayotte.
- Chargé de cours au Collège universitaire franco-roumain de Bucarest.
- \* Chargé de cours à l'Institut Catholique d'Enseignement Supérieur (ICES) de la Roche-sur-Yon.
- ❖ Expert auprès du FRS-FNRS en matière de droit des entreprises, droit de l'économie sociale et solidaire et de sciences des religions et laïcité (Belgique, équivalent du CNRS).
- ❖ De 2012 à 2018, Co-directeur du Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires (DESU) de Droit de l'Economie sociale et solidaire (ESS), Institut de Droit des Affaires (IDA, Faculté de Droit d'Aix-Marseille).

### DIPLÔMES SUPERIEURS

- \* Habilitation à diriger des recherches (HDR) en droit privé.
- **Doctorat** en droit privé.
- ❖ **DESS** de droit de la vigne et du vin, Lauréat de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence.
- **DEA** de droit des affaires, IDA, Aix-en-Provence.
- **DESU** (troisième cycle) de droit comparé.
- Diplôme d'auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (session jeunes).

# **LANGUES**

Anglais, espagnol et italien lus, écrits, parlés.

#### **ENGAGEMENTS**

Echanson de Châteauneuf-du-Pape.

Membre de l'association des amis de Biben (Aide humanitaire et protection de l'environnement en Tunisie).

# DISTINCTION HONORIFIQUE

Chevalier dans l'Ordre des palmes académiques.

1

# TRAVAUX UNIVERSITAIRES

### TRAVAUX EN DROIT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

# ■ Colloques, conférences, journées d'étude et de formation :

- Le juriste d'entreprise au XXIe siècle : de la gestion des contrats à la promotion des valeurs humaines, conférence à cinq voix avec Monsieur Julien Szyskowski, Consultant en « Contract management » chez Karbet Consulting, Responsable de l'agence d'Aix-en-Provence et Mademoiselle Solène Letheu, Consultante en « Contract management », Madame Marie-Pierre Elie, Maître de conférences à la Faculté de Droit de Toulon, Membre du Conseil d'administration de la MAIF et Madame Marielle Castaing, Directrice à la Direction juridique de Naval Group Toulon, Faculté de Droit de Toulon, 14 févr. 2023.
- La coopérative, outil juridique de l'économie sociale et solidaire, conférence, Institut Portalis, Université d'Aix-Marseille, 30 janv. 2020.
- La responsabilité de l'entreprise est dans son bénéfice culturel, Rapport de synthèse, in La responsabilité culturelle de l'entreprise, colloque du Centre d'éthique économique, Aix-en-Provence, 21-22 juin 2018, PUAM, 2019, p. 183.
- Culture et art du bon et du juste en entreprise : O admirabile commercium, in La responsabilité culturelle de l'entreprise, colloque du Centre d'éthique économique, Aix-en-Provence, 21-22 juin 2018, PUAM, 2019, p. 59.
- L'investissement socialement responsable dans l'espace euro-méditerranéen. Etude comparée entre l'Europe du Sud et le Maghreb, in Le nouveau droit de l'investissement en Tunisie, regards croisés sur l'Europe et l'Afrique, Sousse, Tunisie, 8 avr. 2017, Dr. & strat. des aff. au Maroc, LexisNexis, juill.-août 2017, dossier 4, p. 31; Revue Libanaise de l'arbitrage arabe et international, 2017, n°78-79, p. 20; Actes in coll. Sciences juridiques et politiques, Centre de publication universitaire, Tunis, 2018, p. 31.
- Le solidarisme : approche juridique, conférence, Cercle Charles Gide, Nîmes, 6 oct. 2016.
- *Naissance, vie et mort d'une association*, Journée de formation, Union Diaconale du Var, Toulon, 14 déc. 2015.
- Existe-t-il un Droit de l'Economie Sociale et Solidaire?, conférence, Institut Portalis, Université d'Aix-Marseille, 17 nov. 2015.
- Origine et perspectives de la loi du 31 juillet 2014, in La fiscalité de l'économie sociale et solidaire, colloque du Centre d'études fiscales et financières, Aix-en-Provence, 6 nov. 2015.
- Présentation du secteur historique de l'ESS et ouverture vers la loi ESS, in Les effets de la loi ESS sur les branches de l'animation et du sport, colloque organisé par la Fédération CFDT de la Communication, du Conseil et de la Culture (F3C CFDT), Paris, 8 sept. 2015.
- *L'ESS en droit vivant*, in *Le spectacle vivant est-il ESS compatible*?, colloque organisé par la F3C CFDT, Avignon, 15 juill. 2015.

- Le défi de la finance alternative face aux attentes des acteurs de l'économie sociale et solidaire, approche d'une interaction France-Afrique, in Entre stabilité financière et prise de risques économiques : défis et attentes des acteurs Ne va-t-on pas trop loin ? Europe-Afrique, Matinée d'étude, 24 avril 2015.
- Les structures de l'économie sociale et solidaire face aux structures capitalistiques : concurrence ou complémentarité ?, in La concurrence des droits au service de la compétitivité des entreprises, colloque du Centre de Droit économique, Aix-en-Provence, 17 avr. 2015.
- L'économie sociale et solidaire : arnaque ou refondation du capitalisme ?, conférence, Institut Portalis, Université d'Aix-Marseille, 14 févr. 2014.
- L'économie sociale et solidaire comme réponse aux changements de modèle de l'entreprise dans un contexte de responsabilité sociale, in Responsabilité sociale et valeurs mutualistes : quelles spécificités de la banque coopérative ?, colloque du Crédit agricole Alpes Provence, Aix-en-Provence, 24 oct. 2013.
- La fiscalité des organismes de formation sans but lucratif, Journée de formation, Union Diaconale du Var, Toulon, 24 août 2013.

# Articles et notes de jurisprudence :

#### > 2023

• *Principes républicains. La loi a un an : bilan d'un texte controversé*, rev. Juris-Associations, n°671, 15 janv. 2023, p. 33.

### > 2018

• FDVA: nouveautés et enjeux pour les associations à la suite du décret, rev. Juris-Associations, n°588, 15 nov. 2018, p. 34.

### **2016**

- *Economie sociale et solidaire. Loi cadre : deux ans et un bilan*, rev. Juris-Associations, n°563, 15 juill. 2016, p. 37.
- La loi sur l'économie sociale et solidaire a deux ans !, RLDA, juill.-août 2016/117, p. 52, n°5963.
- Opposer son droit de veto n'est pas être un dictateur! Petite leçon d'herméneutique pour administrateurs, note sous Cass. civ. 1ère, 17 févr. 2016, bulletin Joly Sociétés, juin 2016, p. 339.

#### > 2015

- Aux fondements de l'économie solidaire. Un nouvel élan pour le solidarisme, La Croix, 10 juill. 2015, p. 13.
- Loi du 31 juillet 2014: le « new deal » de l'économie sociale et solidaire?, propos introductifs corédigés avec W. Meynet, in J. Couard et W. Meynet [dir.], Dossier spécial sur la loi sur l'économie sociale et solidaire, JDS, mars 2015, p. 10.
- L'économie sociale et solidaire enfin consacrée! Présentation de la loi du 31 juillet 2014, in J. Couard et W. Meynet [dir.], Dossier spécial sur la loi sur l'économie sociale et solidaire, JDS, mars 2015, p. 12.
- Le droit comptable dans l'économie sociale et solidaire, in J. Couard et W. Meynet [dir.], Dossier spécial sur la loi sur l'économie sociale et solidaire, JDS, mars 2015, p. 18.
- Finance confessionnelle. Investissement à visée sociale et Fonds d'entrepreneuriat social européens, in La finance alternative, Dossier, RDBF, janv.-févr. 2015, n°11, p. 88.

#### **>** 2013

- *Reprise d'entreprise par les salariés sur appel du parquet*, note sous CA Chambéry, 4 déc. 2012, bulletin Joly Entreprises en difficultés, mars-avr. 2013, p. 87.
- Plan de cession : critère de sélection d'une offre de reprise et patriotisme économique, obs. sur CA Chambéry, 4 déc. 2012, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°2, févr. 2013, p. 4.

#### > 2011

• Condamnation d'une commune à contribuer à l'insuffisance d'actif d'une association subventionnée, obs. sur Cass. com., 15 juin 2011, n°09-14.578, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°8, sept. 2011, p. 5.

#### > 2010

- Parution d'un nouveau décret sur les libéralités soumises à l'article 910, alinéas 2 et 3, du Code civil, RJPF, juill.-août 2010, p. 8.
- Les apports du décret sur les libéralités soumises à l'article 910, alinéas 2 et 3, du Code civil, Le Quotidien du notaire, n°1024, LamyLine, 29 avr. 2010.
- Libéralités: une mise en lumière de l'article 910 du Code civil, Le Quotidien du notaire, n°1023, LamyLine, 28 avr. 2010.

# TRAVAUX EN DROIT DES AFFAIRES

# Ouvrage:

• L'entreprise congréganiste en Droit des affaires, Defrénois, coll. Doctorat & Notariat, tome 41, décembre 2009, 618 pages, préface du Professeur Ph. le Tourneau.

# Contributions à des ouvrages collectifs :

- Clause de conscience / Clause de lu et approuvé, in Les principales clauses des contrats d'affaires (J. Mestre et J.-C. Roda, dir.), Lextenso, coll. Les intégrales, 2ème éd., 2018, p. 169 à 176 et p. 481 à 486.
- Les financements répondant à la mise en œuvre de principes religieux, in Les financements alternatifs (J.-M. Moulin, dir.), Bruylant, 2017, p. 213 à 250.
- La prise en compte de l'identité de l'entreprise dans la protection de son patrimoine, in *Personnes et Patrimoines : Variations sur une connexion* (L.-D. Muka-Tshibende, coord.), Bruylant, 2014, p. 387 à 422.
- Clause de conscience, in *Les principales clauses des contrats d'affaires* (J. Mestre et J.-C. Roda, dir.), Lextenso, coll. Les intégrales, 2011, p. 211 à 216.
- Articles 7:107 et 7:108 (monnaie et modes de paiement), in Regards croisés sur les principes du droit européen des contrats et sur le droit français (C. Prieto, dir.), PUAM, 2003, p. 372 à 390.

# ■ Colloques, conférences, journées d'étude et de formation :

- *La Justice commerciale en Tunisie*, conférence à deux voix avec le professeur Najet Brahmi, de l'Université de Tunis-El Manar, invitée à l'Université de Toulon, 17 mars 2023.
- Table ronde sur le Droit des affaires avec Maître Philippe Barbier, Avocat au Barreau de Toulon, Monsieur Stéphane Bouilleaux, Responsable juridique du cabinet A2FC experts-comptables et Monsieur Patrick Romagnoli, Président du Tribunal de commerce de Toulon, Forum des métiers, Faculté de Droit de Toulon, 2 mars 2023.
- Ouverture des travaux (intervention à distance) et Avant-propos, in N. Brahmi Zouaoui, J. Couard et K. Balboul [dir.], *La responsabilité sociale des entreprises dans l'espace euro-méditerranéen*, Colloque international des étudiants de Masters 2 Droit privé et Droit des affaires des Universités de Toulon, Tunis-El Manar et Fès, Cité des Sciences de Tunis, 27 févr. 2023, Latrach édition, 2023, p. 15.
- Les personnes physiques sont-elles des personnes morales?, conférence, Institut Portalis, Université d'Aix-Marseille, 21 févr. 2023.
- Le juriste d'entreprise au XXIe siècle : de la gestion des contrats à la promotion des valeurs humaines, conférence à cinq voix avec Monsieur Julien Szyskowski, Consultant en « Contract management » chez Karbet Consulting, Responsable de l'agence d'Aix-en-Provence et Mademoiselle Solène Letheu, Consultante en « Contract management », Madame Marie-Pierre Elie, Maître de conférences à la Faculté de Droit de Toulon, Membre du Conseil d'administration de la MAIF et Madame Marielle Castaing, Directrice à la Direction juridique de Naval Group Toulon, Faculté de Droit de Toulon, 14 févr. 2023.
- Les principes généraux du droit des données à caractère personnel, conférence à deux voix avec Monsieur Stéphane Bouilleaux, Responsable juridique du cabinet A2FC experts-comptables, Faculté de Droit de Toulon, 16 janv. 2023.
- Le Français: langue de l'enseignement en matière d'arbitrage commercial international, in L'arbitrage international aujourd'hui: mutations, transformations et nouveautés, premier colloque de la Chaire ALECSO pour l'arbitrage commercial international, Tunis, 8-10 nov. 2022, ALECSO's Chairs Arab Review, n°1/april 2023, p. 11.
- *Entreprise et développement durable*, conférence à deux voix avec Madame Muriel Voisin, Directrice du développement durable du groupe Colas, Faculté de Droit de Toulon, 4 févr. 2022.
- Le rôle des juristes d'entreprises en 2022, conférence à trois voix avec Madame Valérie Sanyas, Directrice juridique du groupe Naos et Monsieur Pierre Laforêt, responsable juridique chez Naval Group, Faculté de Droit de Toulon, 28 janv. 2022.
- Compréhensions ontologique et déontologique du corps en droit et en économie, Rapport de synthèse, in *Ethiques du corps*, colloque du Centre d'éthique économique, Aix-en-Provence, 3 déc. 2021, PUAM, à paraître (J. Couard, dir.), 2022.
- Le rôle du notaire dans la sécurisation du contrat de bail commercial, in La sécurité juridique et contractuelle en droit des affaires : quel rôle pour le notaire ?, Colloque, Faculté de Droit de Fès, Maroc, 1<sup>er</sup>-2 avril 2020, reporté.
- La gestion patrimoniale dans la grande distribution, conférence à deux voix avec Monsieur Antoine Bureau, Directeur juridique de Carrefour Immobilier, Faculté de Droit de Toulon, 24 janv. 2020.

- Los accidentes eléctricos en el derecho francés, in Responsabilidad civil: Retos y Tendencias Actuales, colloque, Escuela Nacional de la Judicatura, République dominicaine, 12-13 oct. 2017, Revista Derecho y Justicia (Chili), 2018-1, p. 36.
- La responsabilidad por los daños causados por productos defectuosos. Aspectos de derecho francés, in Responsabilidad civil: Retos y Tendencias Actuales, colloque, Escuela Nacional de la Judicatura, République dominicaine, 12-13 oct. 2017, Revista Saber y Justicia (Rép. dom.), vol. 2, n°16, déc. 2019, p. 75.
- L'investissement socialement responsable dans l'espace euro-méditerranéen. Etude comparée entre l'Europe du Sud et le Maghreb, in Le nouveau droit de l'investissement en Tunisie, regards croisés sur l'Europe et l'Afrique, Sousse, Tunisie, 8 avr. 2017, Dr. & strat. des aff. au Maroc, LexisNexis, juill.-août 2017, dossier 4, p. 31; Revue Libanaise de l'arbitrage arabe et international, 2017, n°78-79, p. 20; Actes in coll. Sciences juridiques et politiques, Centre de publication universitaire, Tunis, 2018, p. 31.
- Approche juridique de l'étiquetage des vins ou comment savoir lire une étiquette sur une bouteille ?, conférence, Université du Temps Libre, Toulon, 28 mars 2017.
- *Enjeux environnementaux et sociétaux pour Coca Cola Europe*, Table ronde, Coca Cola France / Coca Cola Entreprise / Price Waterhouse Coopers, Issy-les-Moulineaux, 19 janv. 2017.
- Faut-il interdire la spéculation?, Table ronde avec J.-Y. Naudet, P. de Lauzun et J.-P. Centi, in *Moralité et immoralité des revenus*, colloque du Centre d'éthique économique, Aix-en-Provence, 23-24 juin 2016, PUAM, 2017, p. 151.
- Les financements alternatifs: ou la bancarisation déstructurée, in La banque dans tous ses (É)états Intermédiation et croissance. Regards croisés France, Belgique, Italie, Maroc, Sénégal, Journées de la recherche, Toulon, 22-23 avril 2015, éd. Mare & Martin, 2016, p. 49.
- *Le lobbying en droit économique*, in *Lobbying et normes juridiques*, colloque, Clermont-Ferrand, 20 nov. 2014.
- L'entrepreneur socialement responsable, entre liberté et contrainte, in L'éthique de l'entrepreneur, colloque du Centre d'éthique économique, Aix-en-Provence, 19-20 juin 2014, PUAM, 2015, p. 181.
- Actualité du droit privé (contrats, responsabilité, entreprise, salariat), Journées de formation, Union Diaconale du Var, Toulon, 19 et 26 nov. 2013.
- Le Dispositif disciplinaire de la supervision Banque / Assurance en France, conférence à deux voix avec Monsieur Raphaël Thébault, Rapporteur adjoint à la Commission des sanctions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Faculté de Droit de Toulon, 7 mars 2013.
- Panorama normativo y reformas del derecho del arbitraje comercial en Francia, in Derecho de la contratación y arbitraje, colloque, Université de Talca, Chili, 8 nov. 2012.
- Prescription et relèvement en matière de sanctions personnelles, in Les sanctions en droit des procédures collectives, formation continue, Ecole Nationale de la Magistrature, Paris, 3 févr. 2012.
- La technique des « joyaux de la couronne » en droit communautaire de la concurrence, in Le dommage causé à l'économie, Colloque du Centre de Droit de la Consommation, Faculté de Droit de Montpellier, 20 mars 2009.
- Justice sociale et justice privée: la loi et le contrat, conférence, Institut Portalis, Université Aix-Marseille III, 2005.

# Articles et notes de jurisprudence :

#### **>** 2023

• Le sort incertain du dirigeant caution de sa société, Zoom sur CA Aix-en-Provence, 15 déc. 2022, JCP G 2023, 179.

#### > 2018

- La nullité de la location-gérance à la lumière de l'intérêt général, note sous Cass. civ. 3<sup>ème</sup>, 22 mars 2018, RLDA, nov. 2018, p. 53.
- L'exception congréganiste en droit de la concurrence, in F. Laronze [coord.], L'organisation religieuse : une entreprise comme une autre ?, dossier spécial, Rev. Dr. relig., n°5, mai 2018, p. 55.

#### **> 2017**

• L'arbitrage au Chili, La Lettre de la Chambre arbitrale internationale de Paris, n°14, juill. 2017, p. 9.

#### > 2016

• Imiter n'est pas parasiter!, note sous Cass. com., 5 juill. 2016, RLDA, nov. 2016, p. 42, n°6055.

#### **>** 2015

• Nullité de la cession de créance consentie avant mais réalisée pendant la période suspecte en paiement d'une dette non échue, obs. sur Cass. com., 19 mai 2015, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°9, oct. 2015, p. 2.

### **> 2014**

• Ouverture de la liquidation après résolution du plan de continuation : de l'excès de pouvoir du juge à admettre des créanciers, obs. sur Cass. com., 16 sept. 2014, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°9, oct. 2014, p. 4.

#### > 2013

- Action en responsabilité personnelle des dirigeants : perspectives toujours aussi restreintes mais pas fermées, note sous Cass. com., 18 juin 2013, bulletin Joly Sociétés, déc. 2013, p. 828.
- Tierce opposition de l'ancien concubin de la débitrice au jugement de conversion en liquidation, obs. sur CA Aix-en-Provence, 25 oct. 2012, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°2, févr. 2013, p. 6.
- Plan de cession : critère de sélection d'une offre de reprise et patriotisme économique, obs. sur CA Chambéry, 4 déc. 2012, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°2, févr. 2013, p. 4.

### **>** 2012

- Précisions sur l'opposabilité de la publication au BODACC des jugements d'ouverture d'une procédure collective, obs. sur Cass. com., 31 janv. 2012, Bulletin d'Aix, 2012-2, p. 136.
- **Précisions sur la notion de contrat publié**, obs. sur Cass. com., 31 janv. 2012, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°3, mars 2012, p. 2.
- Assignation en redressement judiciaire d'un débiteur déjà soumis par ailleurs à une procédure de conciliation, obs. sur CA Aix-en-Provence, 30 juin 2011, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°2, févr. 2012, p. 6.

• Affaire Métaleurop: éclairages sur le comportement d'une société-mère au chevet de sa filiale mourante, note sur Cass. soc., 28 sept. 2011 (2 arrêts), Les Petites Affiches, 3 févr. 2012, n°25, p. 5.

#### > 2011

- Opposition au paiement par carte d'un bénéficiaire en liquidation: jurisprudence défavorable aux payeurs, obs. sur Cass. com., 11 octobre 2011, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°11, déc. 2011, p. 5.
- Absence de responsabilité pour omission de remise de la liste certifiée des créanciers à leur représentant, obs. sur Cass. com., 12 juillet 2011, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°9, oct. 2011, p. 6.
- Responsabilité du gérant de société civile : la quête de sécurité juridique, critère objectif de l'absence de faute de gestion, note sur Cass. com., 27 avr. 2011, bulletin Joly Sociétés, sept. 2011, p. 677.
- De l'effet relatif de l'exigibilité et du terme des créances, obs. sur Cass. com., 15 juin 2011, n°10-18.850, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°7, juillet 2011, p. 3.
- La technique des « joyaux de la couronne » en droit des concentrations. Aspects juridiques français et communautaires, RTD com., Avril/Juin 2011, p. 201-214.
- Les travers antiéconomiques de l'obligation de non-concurrence, note sur CA Paris, 12 mai 2010, L'affairé, Journal de l'Institut de Droit des Affaires d'Aix, 2011/2, avr.-juin 2011, p. 10.
- Mise en procédure collective du titulaire d'un office ministériel confié à un suppléant, obs. sur Cass. com., 3 mai 2011, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°6, juin 2011, p. 2.
- L'obligation aux dettes sociales substituée aux procédures-sanctions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2006, privée d'efficacité, obs. sur Cass. com., 8 mars 2011, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°4, avr. 2011, p. 6.
- L'arrêt du cours des intérêts pour la caution en redressement, obs. sur Cass. com., 16 nov. 2010, Bulletin d'Aix, 2011-1, p. 79.
- Le maintien de l'orthodoxie jurisprudentielle dans l'établissement de la responsabilité personnelle des dirigeants sociaux, note sur Cass. com., 23 nov. 2010, bulletin Joly Sociétés, mars 2011, p. 186, § 109.
- Procédure collective des auxiliaires de justice : possibilité de renvoi devant une juridiction limitrophe, obs. sur Cass. com., 30 nov. 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°2, févr. 2011, p. 6.
- Caution en redressement : pas de dérogation à l'arrêt du cours des intérêts, obs. sur Cass. com., 16 nov. 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°1, janv. 2011, p. 6.

### **> 2010**

- Défense et promotion de l'identité propre d'une entreprise en droit des groupements, bulletin Joly Sociétés, déc. 2010, p. 1026, § 223.
- Facebook est un prestataire technique de services de communication au public en ligne assimilable à un hébergeur de sites, note sur TGI (réf.) Paris, 20 avr. 2010, Rev. Lamy Droit de l'Immatériel (RLDI), oct. 2010, n°64, p. 36.
- Cession du bail commercial d'un preneur en liquidation judiciaire : droits et garanties du bailleur, obs. sur Cass. civ. 3<sup>ème</sup>, 15 sept. 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°9, oct. 2010, p. 6.
- **Du bon moment pour convoquer et auditionner l'ordre professionnel dont dépend le débiteur**, obs. sur Cass. com. 6 juill. 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°8, sept. 2010, p. 2.
- **Du bon comportement du contrôleur à la procédure collective**, obs. sur TC Valenciennes, 7 juin 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°8, sept. 2010, p. 5.
- Responsabilité pour soutien abusif : rôle du commissaire à l'exécution du plan et notion d'emprunteur non averti, obs. sur Cass. com., 11 mai 2010, L'Essentiel du droit des entreprises en difficulté, n°7, juill. 2010, p. 7.

#### > 2009

• Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : janvier à juin 2009 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'Aix-en-Provence), *Bulletin d'Aix*, 2009-3, p. 59.

- **Précisions sur la clause de réserve de propriété dans les procédures collectives**, note sur Cass. com., 16 juin 2009 (2 arrêts), Le Quotidien du notaire, n°930, LamyLine, 22 sept. 2009.
- *Variations sur la nullité d'une cession de fonds de commerce*, note sur Cass. civ. 3<sup>ème</sup>, 24 juin 2009, Le Quotidien du Notaire, n°904, LamyLine, 16 juill. 2009.
- Prévalence des clauses du cahier des charges d'un lotissement sur les stipulations contraires des actes de propriété des lots, note sur Cass. civ. 3<sup>ème</sup>, 17 juin 2009, n°06-19.347, Le Quotidien du Notaire, n°901, LamyLine, 9 juill. 2009; Lamy Droit immobilier, Actu. n°173, sept. 2009, p. 7.
- Contrat d'entremise ou mandat ? Précisions sur l'activité de négociation immobilière du notaire, obs. sur Cass. civ. 3<sup>ème</sup>, 17 juin 2009, n°08-13.833, Le Quotidien du Notaire, n°894, LamyLine, 29 juin 2009; rev. Droit & Patrimoine, n°186, nov. 2009, p. 46.
- Le préposé était un escroc : unité de temps et de lieu dans le théâtre des opérations bancaires frauduleuses, obs. sur CA Aix-en-Provence, 3 févr. 2009, Bulletin d'Aix, 2009-2, p. 66.
- Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : juillet à décembre 2008 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'appel d'Aix), *Bulletin d'Aix*, 2009-2, p. 59.
- Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : janvier à juin 2008 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'Aix-en-Provence), *Bulletin d'Aix*, 2009-1, p. 87.

### > 2008

- Le droit acquis au maintien d'un débit de boissons en zone protégée disparaît avec le déplacement de celui-ci par le débitant, note sous CA Aix-en-Provence, 5 sept. 2007, Bulletin d'Aix, 2008-1, p. 129.
- Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : juin à décembre 2007 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'Aix-en-Provence), *Bulletin d'Aix*, 2008-1, p. 90.

#### > 2007

- Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : janvier à mai 2007 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'Aix-en-Provence), *Bulletin d'Aix*, 2007-3, p. 70.
- *L'application d'une clause abusive à un commerçant non professionnel*, obs. sur CA Aix-en-Provence, 20 sept. 2006, *Bulletin d'Aix*, 2007-2, p. 141.
- Le gérant, ce mandataire extraordinaire..., note sur Cass. com., 3 avr. 2007, Bulletin d'Aix, 2007-2, p. 115.
- Chronique semestrielle de droit des affaires. Arrêts de la Cour de cassation : mai à décembre 2006 (suivis de jurisprudence des arrêts de la Cour d'Aix-en-Provence), *Bulletin d'Aix*, 2007-2, p. 104.

### > 2006

- L'article L. 223-22 du code de commerce, instrument révélateur de la mésentente entre associés, note sur Cass. com., 11 juill. 2006, Bulletin d'Aix, 2006-4, p. 115.
- Le statut de l'avocat honoraire : réflexions à propos d'un récent arrêt de la Cour de cassation, note sous Cass. civ. 2ème, 5 juill. 2006, Gaz. Pal. n°358 à 362 du 24 au 28 déc. 2006, p. 7.
- L'honneur des avocats: honorariat et honoraires. Avec ou sans autorisation?, note sur Cass. civ. 2ème, 5 juill. 2006, Bulletin d'Aix, 2006-3, p. 198.
- Le paiement de chèques au bénéficiaire par sa banque, au jour de la mise en liquidation judiciaire du tireur, note sur Cass. com., 31 janv. 2006, Bulletin d'Aix, 2006-2, p. 120.
- Personnalité morale et universalité de fait : la cession de la totalité des parts sociales d'une SARL n'équivaut pas à celle de son fonds de commerce, obs. sur CA Aix-en-Provence, 12 sept. 2005, Bulletin d'Aix, 2006-1, p. 93.

#### > 2005

- Procédure collective et responsabilité des dirigeants : l'action du créancier n'est pas celle de l'associé, obs. sur CA Aix-en-Provence, 18 févr. 2005, Bulletin d'Aix, 2006-1, p. 109.
- Le rejet de chèques : de l'absence d'information préalable à sa justification a posteriori, obs. sur CA Aix-en-Provence, 20 mai 2005, Bulletin d'Aix, 2005-4, p. 85.

- **Devoir de loyauté et concurrence de l'ancien dirigeant**, obs. sur CA Aix-en-Provence, 4 mars 2005, Bulletin d'Aix, 2005-4, p. 88.
- La survie de la société à la disparition de l'affectio societatis entre deux associés égalitaires, note sur CA Aix-en-Provence, 4 mars 2005, Bulletin d'Aix, 2005-2, p. 119.
- La précipitation dans le contrat de renseignement commercial, note sur CA Aix-en-Provence, 17 sept. 2004, Bulletin d'Aix, 2005-1, p. 93.
- Communautés religieuses et activités financières : une relation nouvelle au monde des affaires, rev. Liber canonum, IV, 2005, p. 2-36.

### > 2004

- **Précisions autour des clauses de variation du taux de l'intérêt**, obs. sur CA Aix-en-Provence, ch. Réunies, 11 juin 2004, *Bulletin d'Aix*, 2004-4, p. 89.
- *Moralisation de la vie économique et responsabilité des gérants de fait envers les tiers*, note sur CA Aix-en-Provence, 12 sept. 2003, RRJ, 2004-4, p. 2609.
- La titrisation des créances des collectivités publiques : à la recherche de la pierre philosophale, corédigé avec R. Philippot, JCP A, 2004, n°43, p. 1324, n°1659.
- Le crédit doit-il être payé malgré l'inexécution du contrat de maintenance?, question pratique, Bulletin d'Aix, 2004-2, p. 144.
- La déclaration de créances du simple particulier ignorant des procédures collectives, obs. sur CA Aixen-Provence, 22 oct. 2003, Bulletin d'Aix, 2004-2, p. 103.
- Le sort des associés dirigeants liés par un pacte d'actionnaires, obs. sur CA Aix-en-Provence, 26 sept. 2003, Bulletin d'Aix, 2004-2, p. 100.

# **>** 2003

- Le droit pour le patient de choisir librement son médecin, ou la concurrence en matière médicale, note sur CA Aix-en-Provence, 12 sept. 2003, Bulletin d'Aix, 2004-1, p. 49.
- La prise en compte de l'intérêt du client dans l'application des usages bancaires, note sur CA Aix-en-Provence, 21 févr. 2003, Bulletin d'Aix, 2003, p. 108.
- A propos de l'article 1844-5 C. civ., note sur CA Aix-en-Provence, 7 févr. 2003, Bulletin d'Aix, 2003, p. 103.

# > 2002

• De quelques précisions sur l'obligation de non-concurrence des agents commerciaux, note sous CA Aix-en-Provence, 20 déc. 2002, Bulletin d'Aix, 2002-2, p. 132.

# DIRECTION DE THESES

- 1. F. Kouyoumdjian (co-direction à 50% avec le Pr. J.-C. Roda, Université Lyon III), L'argument de droit comparé en droit privé, en cours (2017).
- 2. A. Gozzo, Les moyens de paiement par le corps humain, en cours (2021).
- 3. G. Scrimali, La société à mission, en cours (2021).
- 4. C. Moustakim (co-tutelle internationale à 50% avec le Pr. M. Rhalib, Université Hassan II UH2C de Casablanca, Maroc), L'entreprise à but non lucratif. Approche de droit comparé, en cours (2021).

- 5. M. Dhimene (co-tutelle internationale à 50% avec la Pr. K. Balboul, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah USMBA de Fès, Maroc), La régulation des fintech en droit bancaire, enjeux et perspectives, en cours (2022).
- 6. B. Abelam, Les défis juridiques de la conformité en entreprise, en cours (2022).

# PARTICIPATION A DES JURYS DE THESES

- S. Cacioppo, La création artistique sur le corps humain, rapporteur, Aix, 31 janv. 2020.
- K. Ismaili Idrissi, La finance islamique: pour une sortie du champ bancaire?, rapporteur, Perpignan, 17 nov. 2020.